

OGM: questions sur le «méga deal» entre Bayer et Monsanto

25 mai 2016 | Par [Jade Lindgaard](#)

Le mariage annoncé de deux entreprises parmi les plus détestées au monde se négocie sous une pluie de dollars. Mais derrière les analyses financières se cachent batailles de pouvoir et enjeux environnementaux inattendus.

Promesse de « *méga deal* », cascade de dollars, mariage annoncé de deux entreprises parmi les plus détestées au monde : tous les ingrédients sont réunis pour que la tentative d'achat du géant [Monsanto](#) par le groupe Bayer occupe une place de choix dans l'actualité financière des prochains mois. Les enjeux économiques sont considérables pour le secteur de l'agrochimie. Mais derrière les analyses comptables, se profilent des jeux de pouvoir inattendus au sein de l'espace européen. Mardi 24 mai, Monsanto a rejeté l'offre de rachat de 62 milliards de dollars (55,63 milliards d'euros) de Bayer, jugée insuffisante, selon Reuters. Mais pour la première fois depuis l'annonce faite par le groupe allemand, le leader mondial des semences s'est dit ouvert à des négociations.

Tout a commencé par des rumeurs parmi les acteurs financiers la semaine dernière, [révélées par l'agence spécialisée Bloomberg](#) : le géant de la pharmacie et de l'agrochimie Bayer voudrait racheter l'américain Monsanto, numéro un mondial des semences et premier fabricant d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Dans un premier temps, les marchés financiers réagissent de façon négative : le cours de Bayer chute de 15 %. Des analyses s'interrogent sur la capacité financière du groupe allemand et doutent que l'américain, candidat malheureux au rachat de Syngenta l'année dernière, n'accepte de devenir à son tour « *la cible* » d'un acquéreur.

Inquiet de ces « *réactions grossières* », le nouveau PDG de Bayer, Werner Baumann, [confirme officiellement son intérêt pour Monsanto](#) et révèle le prix qu'il est prêt à payer pour l'acquérir : 62 milliards de dollars, soit 55 milliards d'euros, ce qui correspond à payer 122 dollars pour une action de Monsanto.

Londres, à Francfort et aux États-Unis pour y rencontrer des investisseurs susceptibles de prendre part à cette offre d'achat. Si elle est acceptée et conduite à son terme, elle ferait de Bayer le leader mondial des semences et de l'agrochimie. « *Ils viennent voir des investisseurs, cette offre gagne en crédibilité, nous allons connaître plus de détails, et avoir plus d'explications sur les raisons de ce deal* », explique à Bloomberg Andrea Williams, en charge des marchés européens à la Royal London Asset Management, un des plus gros fonds d'investissement européens, gérant notamment des titres de Bayer. Mais le cours de l'allemand continue de baisser. L'action de Monsanto perd 13 % lundi 23 mai, dans la foulée de l'annonce officielle de Bayer. « *C'est en partie parce que l'on s'attend à ce que les autorités régulatrices s'opposent à ce rachat* », [explique Chris Shaw, analyste chez Monness Crespi Hardt & Co.](#)

Rebondissement mardi 24 mai : Monsanto rejette l'offre d'achat de Bayer, à 122 dollars par action, selon Reuters, la jugeant « *incomplète et financièrement inadéquate* ». Cette décision de Monsanto

visé à pousser Bayer à relever son offre alors même que certains actionnaires de la société lui reprochent déjà d'avoir fait une offre trop élevée, selon l'agence. Les autres options sont soit de renoncer, soit de lancer une offre hostile. Bayer n'a pas réagi dans l'immédiat. L'action de Monsanto, un temps suspendue, affichait un gain de 2,71 % à 108,87 dollars vers 19 h 40, un niveau inférieur au prix proposé par Bayer, ce qui reflète le scepticisme de certains investisseurs concernant cette offre.

De son côté, Monsanto s'est dit « ouvert à des discussions continues et constructives » pour voir si « une transaction dans le meilleur intérêt de [ses] actionnaires peut être conclue ». « Nous croyons aux bénéfices substantiels qu'une stratégie intégrée pourrait apporter aux agriculteurs et à la société et nous respectons l'entreprise Bayer depuis longtemps », déclare [le directeur général de Monsanto, Hugh Grant, dans un communiqué](#). « Toutefois, la proposition actuelle sous-évalue sensiblement notre société et n'aborde pas non plus correctement, ni ne rassure, sur certains des risques financiers et réglementaires potentiels attachés à cette acquisition », a-t-il ajouté.

Il n'est pas possible dans l'immédiat d'avoir des informations sur le prix que Monsanto serait prêt à accepter. Plusieurs analystes estiment que Bayer devra offrir beaucoup plus que ce qu'il propose actuellement pour l'emporter. « Nous pensons qu'il est peu probable que l'affaire se fasse à 122 dollars et nous continuons à penser que 135 dollars est un prix plus probable », écrivaient les analystes de JPMorgan [dans une note de recherche publiée la semaine dernière](#).

Si la transaction aboutit, ce sera le troisième « méga deal » dans l'agrochimie et les semences, à peine six mois après l'annonce de la fusion entre DuPont et Dow Chemical, et le rachat de Syngenta par ChemChina, [signale le Financial Times](#).

Dans ce contexte, « les autres groupes du secteur sont obligés de trouver une façon de s'arranger », explique Jim Thomas d'ETC Group, qui fait de la veille sur les effets que la concentration de ces grands groupes industriels a sur la biodiversité et l'agriculture. Si Monsanto est racheté par Bayer, cela donnera plus d'importance à ses activités de chimie. Quant à Bayer, cela développera ses recettes dans l'agro-industrie : son chiffre d'affaires annuel dans ce secteur pourrait plus que doubler, passant de 12 milliards de dollars à 28 milliards. Si Bayer et Monsanto fusionnent, la nouvelle entité représenterait près d'un quart du marché mondial de l'agrochimie et presque un tiers du marché des semences. Bayer commercialise des pesticides néonicotinoïdes, très nocifs pour les abeilles, dont le Gaucho – interdit en France.

Plusieurs revers pour Monsanto

Ces restructurations interviennent alors que les ventes de semences génétiquement modifiées sont en baisse et que les surfaces cultivées avec des produits Monsanto ont baissé l'année dernière pour la première fois [depuis que l'américain a commencé à commercialiser des OGM, en 1996, explique le Wall Street Journal](#). Le groupe vient d'engager un plan de restructuration et prévoit de supprimer 3 600 emplois d'ici 2018, ainsi que de fermer plusieurs sites de production dans le monde.

Monsanto attaque en justice le gouvernement indien sur le prix de vente de ses semences OGM. En Argentine, il vient d'annuler la vente de nouvelles semences de soja OGM à cause d'un désaccord avec le gouvernement argentin. Aux États-Unis, le plus gros marché du groupe, il s'affronte à de

gros distributeurs qui menacent de ne pas lui acheter ses nouvelles semences de soja : ils craignent de ne pas pouvoir écouler cette marchandise en Europe, si Bruxelles n'autorise pas l'importation de ce soja génétiquement modifié.

« *C'est un vrai problème pour cette technologie, avec des pays qui n'appliquent pas les mêmes critères de sécurité* », analyse le responsable d'une ONG américaine spécialisée dans les questions alimentaires. Après une première tentative, Bayer avait renoncé aux semences génétiquement modifiées en Europe.

L'offre de Bayer sur Monsanto intervient en pleine affaire du glyphosate à Bruxelles. Principal ingrédient du désherbant Roundup, le produit best-seller de Monsanto et l'herbicide le plus utilisé au monde, [il est considéré comme « cancérogène probable » pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer \(CIRC\)](#), l'agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Or son autorisation en Europe expire fin juin. La Commission devait décider de la prolonger ou non. Mais devant l'opposition de certains États membres, dont la France, le comité technique chargé de se prononcer pour l'Union [a repoussé sa décision](#). Cette décision laisse ouverte la porte à une nouvelle autorisation des glyphosates.

En réalité, Bruxelles connaît une véritable bataille de lobbying sur ce sujet très sensible compte tenu de la domination de ce produit sur le marché des herbicides. L'Autorité européenne de sécurité des aliments, [l'EFSA, estime de son côté « improbable » que le glyphosate présente un risque cancérogène](#). Une interdiction du glyphosate aurait été une très mauvaise nouvelle pour Monsanto... mais aussi pour le candidat européen à son rachat. Dans quelle mesure et jusqu'à quel point les lobbyistes de l'agrochimie en général et de Bayer en particulier ont-ils défendu leurs intérêts auprès de la Commission européenne ? Les mouvements de restructuration en cours dans le secteur agrochimique ont-ils influencé la position européenne ? L'annonce de l'offre Bayer sur Monsanto jette un nouvel éclairage sur le feuilleton de l'homologation du glyphosate.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Académie des sciences américaines [vient de rendre un rapport concluant que les cultures transgéniques](#) n'ont globalement pas eu plus d'impacts négatifs sur la santé et l'environnement que les cultures conventionnelles.

Mais [selon une enquête du Food and water watch, une ONG anti-OGM](#), le Conseil de recherche nationale (NRC), l'organisme de recherche de l'Académie des sciences, connaît de nombreux conflits d'intérêts, en raison de ses liens avec plusieurs entreprises de biotechnologies. Selon leur rapport, non seulement Monsanto a versé entre 1 et 5 millions de dollars à l'Académie des sciences, mais en plus le groupe siège au conseil de l'institution chargée d'étudier les OGM (ainsi que DuPont, Cargill, Pioneer, Nestlé...). Ces révélations sont une piqûre de rappel du problème massivement sous-évalué de l'autonomie de l'expertise sur les enjeux sanitaires de l'agriculture et de l'alimentation.